



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

affiliation

Question au Gouvernement n° 2354

Texte de la question

RECONNAISSANCE DE L'ÉTAT PALESTINIEN

M. le président. La parole est à M. Rudy Salles, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. Rudy Salles. Monsieur le Premier ministre, j'aurais pu m'adresser au ministre des affaires étrangères, parce que ma question touche aux relations internationales, mais elle comporte aussi un volet relatif à la sécurité intérieure : c'est pourquoi j'aimerais avoir votre réponse sur ces deux aspects.

Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale a choisi d'inscrire à l'ordre du jour un projet de résolution tendant à reconnaître l'État palestinien (*Applaudissements sur les bancs du groupe écologiste et sur de nombreux bancs des groupes SRC et GDR*),...

M. Marc Dolez. Très bien !

M. Rudy Salles. ...au motif qu'il faudrait prendre une initiative pour relancer le processus de paix. Comme peut-on imaginer que le vote d'une résolution ici puisse relancer le processus de paix, alors que la confusion règne (*Applaudissements sur de nombreux bancs des groupes UDI et UMP*)...

M. Paul Giacobbi. Bravo !

M. Rudy Salles. ...et que le mouvement terroriste Hamas continue de diriger la bande de Gaza ? Par ailleurs, l'Autorité palestinienne entretient des relations plus qu'ambiguës avec le Hamas, et vous le savez.

La création d'un État palestinien est souhaitable, mais à certaines conditions : la fin de la violence (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UDI*), la reconnaissance de l'État d'Israël et le respect des conventions internationales. (*Applaudissements sur de nombreux bancs des groupes UDI et UMP*.)

M. Paul Giacobbi. Bravo !

M. Rudy Salles. Hélas, ce n'est pas le cas jusqu'à présent. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe SRC*.)

M. le président. Monsieur Bays, calmez-vous !

M. Rudy Salles. Je terminerai par deux remarques. Il y a quelques jours, la Suède a reconnu l'État palestinien pour favoriser la relance du processus de paix. Quelques jours plus tard seulement, dans un attentat palestinien salué par le Hamas et le Jihad islamique, de nombreux innocents étaient lâchement assassinés dans une synagogue de Jérusalem.

Mme Claude Greff. C'est vrai !

M. Rudy Salles. Enfin, la France est le pays qui compte les plus grandes communautés juive et musulmane en Europe.

M. Jean Glavany. Il n'y a pas de communauté juive ou de communauté musulmane, il n'y a qu'une communauté nationale !

M. Rudy Salles. Vous le savez, une telle décision risque de raviver les tensions communautaires (« *Bien sûr !* » sur plusieurs bancs des groupes UDI et UMP – *Exclamations sur de nombreux bancs du groupe SRC*)...

M. Razzy Hammadi. Non ! C'est ce que vous dites qui risque de raviver les tensions !

M. le président. Du calme, mes chers collègues !

M. Rudy Salles. ...que nous avons pu constater ces derniers mois et fragiliser la paix sociale dans notre pays. (*Mêmes mouvements.*)

Laissez-moi parler !

M. le président. S'il vous plaît, mes chers collègues !

M. Rudy Salles. Pour toutes ces raisons, alors que l'Autorité palestinienne a demandé le retrait de la reconnaissance auprès de l'ONU,...

M. le président. Merci, monsieur le député.

M. Rudy Salles. ...je vous demande... (*Applaudissements sur de nombreux bancs des groupes UDI et UMP.*)

M. Paul Giacobbi. Bravo !

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international.

M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international. Monsieur le député, sur cette question très difficile et très sérieuse qu'est la situation en Palestine et en Israël, il faut que les uns et les autres, quelles que soient nos convictions, fassions le maximum pour ne pas importer ici ce qui se passe là-bas – c'était le sens de votre question, et je reprends vos termes.

M. Claude Goasguen et M. Meyer Habib . Dans ce cas, il ne faut pas voter de résolution !

M. Laurent Fabius, ministre. J'essaierai de vous répondre sur le fond, sachant qu'un débat aura lieu vendredi à l'initiative du groupe socialiste.

M. Yves Fromion. Ce sont des incendiaires !

M. Laurent Fabius, ministre. Sur le principe même des deux États, la position constante des gouvernements successifs de la République française...

M. Pierre Lellouche. Depuis quarante ans !

M. Laurent Fabius, ministre. ...est la suivante : Israël et la Palestine ont droit chacun à un État. C'est clair ! (*Vifs applaudissements sur de nombreux bancs de tous les groupes.*)

Il est évident – et c'est un point sur lequel nous nous retrouvons – que ce n'est pas parce que nous reconnaitrions l'État de Palestine que nous soutiendrions la position de ceux qui, en Palestine, luttent contre Israël et ne reconnaissent pas le droit d'Israël à disposer d'un État.

M. Claude Goasguen. Il fallait le dire, alors !

M. Laurent Fabius, ministre. Nous sommes contre ceux qui appellent au terrorisme. Appelons un chat un chat : nous sommes contre le Hamas. C'est clair ! *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP et sur quelques bancs du groupe UMP.)*

Le débat entre nous porte sur les modalités.

M. Sylvain Berrios. C'est ambigu !

M. Laurent Fabius, ministre. Nous constatons qu'il y a des tensions extrêmes...

Plusieurs députés du groupe UMP . C'est ambigu !

M. le président. S'il vous plaît, mes chers collègues !

M. Laurent Fabius, ministre. ...parce que le processus de paix est dans l'impasse. La France, qui est l'amie à la fois d'Israël et de la Palestine, veut sortir de cette impasse.

M. François Rochebloine. Bravo !

M. Laurent Fabius, ministre. Vendredi, j'aurai l'occasion de vous présenter nos pistes pour trouver une solution. Mais je veux être clair : pour les Palestiniens, un État n'est pas un passe-droit, c'est un droit. *(Vifs applaudissements sur de nombreux bancs des groupes SRC, écologiste, RRDP et GDR. – Plusieurs députés des groupes SRC, écologiste et GDR se lèvent et applaudissent.)*

Données clés

Auteur : [M. Rudy Salles](#)

Circonscription : Alpes-Maritimes (3^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2354

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [27 novembre 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [27 novembre 2014](#)